

Output 4 : L'apprentissage en réseau pour le développement socio-économique local est renforcé dans le système à plusieurs niveaux.

Termes de Référence

**Enquête d'évaluation des résultats de l'output 4
du projet Décentralisation et Bonne
Gouvernance**

Nom du Projet	Décentralisation et bonne gouvernance
Numéro du projet	21.2088.9-001.00
Directeur du projet	Dr. Thomas FIEGLE
Titre de l'activité	Enquête d'évaluation des résultats de l'output 4 du Projet Décentralisation et Bonne Gouvernance
Code de l'activité dans la planification opérationnelle	Output 4
Lien avec activité phare	Suivi de l'indicateur d'objectif de module 4
Indicateurs	Indicateur d'objectif de module 4 :
Responsable de l'activité	
Période de mise en œuvre	La période de mise en œuvre de la prestation est de 4 mois à compter de la date de signature du contrat
Coût prévisionnel (doit être supprimé dans la version pour le consultant)	
Explications complémentaires sur la grappe d'activités susceptibles d'influencer les considérations liées à la rentabilité	Constater le degré d'implication des membres des groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'axe 4 sur la base de deux exemples concrets issus des résultats des travaux des groupes de travail, auxquels ils se sont référés pour un exercice compétent de leurs rôles et tâches dans le développement socio-économique (Indicateur d'objectif de module 4).

Table des matières

I.	Contexte et Justification :	4
II.	Description spécifique de la prestation :	4
III.	Objectifs et résultats attendus :	5
IV.	Mandat du Prestataire :	5
V.	Démarche méthodologique :	6
VI.	Durée de la Prestation	7
VII.	Profil et rôle de l'équipe de la prestation :	8
VIII.	Livrables de la prestation :	9
IX.	Obligations des parties	10
X.	Format de l'offre	11
	Annexe A Les indicateurs concernés de la matrice des résultats du PADRE III	12
	Annexe B: Liste de Communes partenaires	13

I. Contexte et Justification :

Le Projet Décentralisation et Bonne gouvernance au Mali, mis en œuvre par la GIZ-Mali, est un projet financé par le Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). Son but est de renforcer les capacités de l'Etat Malien à mobiliser les ressources financières, à promouvoir le développement économique régional et à fournir des services publics de base par l'intermédiaire des Collectivités territoriales, et ce dans le respect des principes de bonne gouvernance. L'actuelle phase d'exécution s'étale de janvier 2022 à décembre 2024.

Le Projet Décentralisation et Bonne gouvernance au Mali ensemble avec son partenaire le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation intervient dans trois Régions du Mali, à savoir Koulikoro, Ségou et Gao et a pour objectif : « Le rôle des Collectivités territoriales maliennes dans le développement socio-économique s'est renforcé dans les régions partenaires ».

Le Programme s'articule autour de cinq (5) axes d'intervention :

1. La gestion financière transparente et conforme aux règles ;
2. L'amélioration du dialogue sur la résilience socio-économique dans le contexte de la pandémie de Covid-19 entre les autorités communales/ régionales et les OSC ;
3. La promotion du développement économique local et régional ;
4. **L'apprentissage en réseau dans un système à plusieurs niveaux.**
5. Amélioration de service des Collectivités territoriales pour l'accueil des personnes déplacées dans la région de Gao

II. Description spécifique de la prestation :

Les mesures de soutien délivrées par l'axe d'intervention 4 ont pour objectif le renforcement de l'apprentissage en réseau pour le développement socio-économique dans un système à plusieurs niveaux. Elles visent en premier lieu le renforcement des capacités de la DGCT en matière de capitalisation et la mise en valeur des expériences de développement socioéconomique réalisées au niveau des Collectivités territoriales à travers la génération de produits de connaissance. Comme objectif secondaire, elles concourent (1) à promouvoir l'apprentissage entre les paires au niveau des Collectivités territoriales et (2) à faciliter la remontée d'informations du niveau local et au niveau national.

Partant de ces deux objectifs de l'axe d'intervention, l'approche multi-acteurs promue par le PADRE III concourt au renforcement des compétences individuelles des acteurs et organisationnelles des structures impliquées dans les processus.

Dans cette optique un groupe de travail stratégique a été mis en place au niveau national et un groupe de travail thématique dans chacune des trois régions d'intervention du PADRE III. Ces groupes sont constitués au niveau national par des structures nationales telles que la Direction générale des Collectivités territoriales (DGCT), l'Inspection de l'intérieur, le Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Public (DNTCP), les Associations de pouvoirs locaux (AMM et ARM) et au niveau régional par des représentants du Gouvernorat, du Conseil régional, des Préfets, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des communes retenues, des personnes ressources et de la société civile. Suivant un processus itératif au niveau communal et au sein et entre les

groupes de travail, 12 bonnes pratiques du développement socio-économique communal ont fait l'objet de capitalisation à travers une description détaillée et une analyse approfondie. Cette phase a été une préparation pour les actions futures de l'axe d'intervention, car devait permettre de réaliser les activités dans le volet appropriation des bonnes pratiques.

En effet, toutes ces activités concourent à atteindre la valeur cible de l'indicateur de module 4 intitulé : « 70% des 90 membres (dont 20 femmes) aux groupes de travail ont confirmé sur la base de deux exemples concrets qu'ils ont pu utiliser les résultats des groupes de travail pour un exercice compétent de leurs rôles et tâches dans le domaine du développement socio-économique. Les présents termes de référence ont pour objectif la réalisation d'une enquête en vue de renseigner la valeur cible de l'indicateur de module 4 à travers les activités susmentionnées. (Veuillez voir sur Annexe A pour des détails par rapport l'indicateur concerné). Cependant, au cours de la mise en œuvre des activités une difficulté est apparue, s'agissant de l'atteinte de la valeur nominale de 20 femmes au moins participants au processus. 12 femmes au total ont été comptabilisées dans les travaux des différents groupes. L'enquête sera réalisée en ne prenant en compte que cette valeur nominale.

III. Objectifs et résultats attendus :

3.1. Objectif Général :

L'objectif global de cette enquête est de fournir une appréciation détaillée sur l'output 4 du projet en déterminant les valeurs (qualitatives et quantitatives) de l'indicateur de module 4 du PADRE III, conformément au cadre des résultats du projet.

3.2. Objectifs Spécifiques :

- déterminer le niveau d'implication des participants dans les groupes de travail (le pourcentage des 102 participants) dans l'atteinte de l'indicateur d'objectif 4
- analyser les impacts potentiels des activités mises en œuvre dans le cadre de l'axe 4.
- proposer des recommandations par rapport à la suite des activités dans l'axe 4 notamment par rapport à un renforcement de l'apprentissage en réseau dans le système à plusieurs niveaux.

3.3. Résultats attendus :

- le niveau d'implication et d'atteinte de l'indicateur d'objectif de module 4 est déterminé;
- les valeurs quantitatives et/ ou qualitatives de l'indicateur sont connues ;
- les impacts potentiels des activités mises en œuvre dans le cadre de l'axe 4 sont connus
- des recommandations par rapport à la suite des activités de l'axe 4 notamment au renforcement de l'apprentissage en réseau dans le système à plusieurs niveaux sont formulées

IV. Mandat du Prestataire :

Le Mandat du prestataire consistera à :

- élaborer la méthodologie de collecte des données. Le prestataire est le responsable de la méthodologie appropriée à adopter pour conduire l'enquête. Cette dernière, déjà

proposée dans l'offre technique, sera soumise à la validation du PADRE III avec la participation de la Direction générale des Collectivités territoriales (DGCT) lors du cadrage. Après le cadrage de la mission, il élaborera un protocole technique de démarrage qui prendra en compte les orientations retenues et le calendrier final de l'enquête. A titre d'orientation, il s'agira dans le cadre de la méthodologie de :

- décrire l'approche d'enquête qui sera utilisée ;
- élaborer les types d'outils qui seront utilisés pour la collecte de données ;
- proposer un outil d'analyse des données ;
- collecter toutes les informations nécessaires auprès des membres des groupes de travail (stratégique et thématique régional) pour informer sur les progrès et renseigner l'indicateur
- former l'équipe de collecte (superviseurs et enquêteurs) ;
- faire le pré-test des outils de collecte ;
- analyser les informations et données recueillies en les mettant en lien avec les résultats et indicateur recherché par le projet ;
- fournir un rapport provisoire selon le délai indiqué dans le calendrier de l'enquête ;
- produire le rapport final de l'enquête prenant en compte les observations et amendements du PADRE III.
- proposer une planification objective de la réalisation de l'enquête aboutissant sur un calendrier d'exécution réaliste.

V. Démarche méthodologique :

La présente enquête sera essentiellement réalisée auprès des participants des différents groupes impliqués dans les travaux de l'output 4 dans les régions de Koulikoro, Ségou et Gao et Bamako (cf. Annex B).

La méthodologie détaillée doit permettre d'appréhender les différents objectifs de cette enquête qui sera présentée par le prestataire dans son offre technique et sera discutée, adaptée (si besoin est) et validée par le PADRE III avec la participation de la DGCT lors de la réunion de cadrage. Veuillez noter que l'indicateur n'autorise pas l'échantillonnage, mais que l'ensemble des membres des groupes de travail thématique et du groupe stratégique doit être interviewé individuellement. Veuillez en tenir compte dans la description de la méthodologie. Sous la supervision des personnes de contact (les Conseillers régionaux, le Conseiller auprès de la DGCT, le responsable d'axe et le chargé de suivi et évaluation) au sein du PADRE III, le prestataire retenu aura pour tâches de définir aussi les approches d'enquêtes, concevoir des outils de collecte de données, proposer un outil d'analyse et un canevas de rapport détaillé. **Les enquêtes doivent être menées principalement dans les trois régions d'intervention du PADRE III, les communes retenues et à Bamako. S'il y a des personnes non accessibles les entretiens pourraient être faits à distance (par exemple par téléphone). Ce point doit être pris en compte dans le concept à soumettre.**

Le prestataire recruté doit tenir compte des objectifs et résultats attendus de l'enquête, de l'indicateur de mesure de performance et d'impact du projet listés et annexés aux présents TDR. Les travaux de l'enquête doivent respecter les bonnes pratiques des sciences sociales (e.g. la garantie de l'anonymat des personnes interrogées, si nécessaire). Ils doivent

également répondre aux exigences de la GIZ en matière de protection des données (y compris les données à caractère personnel).

Déroulement de l'enquête :

Le prestataire élaborera la méthodologie qu'il utilisera pour réaliser la mission assignée. L'enquête se déroulera selon les principales étapes suivantes :

Etape 1 : Réunion de cadrage avec le mandataire (présentation de la démarche méthodologique proposée, clarification du mandat, calendrier ou chronogramme détaillé de réalisation de l'enquête, partage des documents et informations, ...)

Etape 2 : Préparation de la phase de la collecte des données à travers l'élaboration des outils de collecte des données, les pré-tests, l'outil d'analyse et le canevas de rapport (résumée dans le rapport technique de démarrage qui doit être validé par le mandataire) ; élaboration du rapport technique de démarrage, qui doit être validé par le PADRE avant le démarrage de la collecte de données.

Etape 3 : Formation des enquêteurs et superviseurs (y compris le pré-test); information et sensibilisation auprès des groupe cibles.

Etape 4 : Collecte des données et son suivi et sa supervision.

Etape 5 : Traitement et analyse des données collectées.

Etape 6 : Élaboration du rapport provisoire et sa restitution.

Etape 7 : Rédaction du rapport final de l'enquête selon le feedback du commanditaire.

Les différentes sources d'information et personnes de contact suivantes constituent des suggestions au prestataire :

- la documentation fournie par le PADRE III (matrice d'impact y compris l'indicateur pertinents ; des explications par rapports à l'indicateur) ;
- le Conseiller responsable de l'axe 4 ;
- le Conseiller responsable pour le suivi ;
- le Conseiller PADRE III auprès de la DGCT ;
- la Sous-directrice Administration et Institutions locales/DGCT ;
- les Conseillers responsables pour les trois régions de PADRE III par rapport la prise de contact avec des interviewés ;
- des présidents des groupes impliqués dans le travail de l'output 4.

VI. Durée de la Prestation

Le présent plan de travail peut faire l'objet de modification. Cela revient au prestataire de le réajuster en se basant sur la méthodologie proposée. La prestation se déroulera sur 49 jours pour l'ensemble des experts. La période de mise en œuvre de la prestation est de 4 mois à compter de la date de signature du contrat.

Ces jours de travail sont répartis comme suit.

Activité	Nombre de jours	Nombre jour/Expert			
		Consultant principal	Gestionnaire des données	Superviseur	Enquêteurs
Préparation : <ul style="list-style-type: none"> Réunion de cadrage méthodologique et programmation Elaboration des outils de collecte des données ; 	3	2	1	0	0
<ul style="list-style-type: none"> Formation sur les outils et appropriation Organisation du pré test 	9	1	1	1	6
<ul style="list-style-type: none"> Collecte de données 	25	1	1	3	20
<ul style="list-style-type: none"> Traitement et analyse des données Élaboration du rapport provisoire 	9	5	4	0	0
<ul style="list-style-type: none"> Restituer le contenu du rapport provisoire à l'équipe PADRE III Finalisation du rapport 	3	2	1	0	0
Total jours	49	11	8	4	26

Note : Les enquêteurs se déplaceront par leurs propres moyens (moto et transport en commun). Tous les coûts encourus dans le cadre de la mission doivent être indiqués dans le cadre estimatif détaillé (affectation des coûts à leur auteur pour honoraires, frais de déplacement, etc.).

Le contrat ne donne pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets qui sont convenus à titre de plafonds.

VII. Profil et rôle de l'équipe de la prestation :

Pour la mise en œuvre de cette prestation, le soumissionnaire mettra en place une équipe technique disposant de toutes les compétences requises pour répondre au besoin de la mission.

Un e consultant e principal e

- au moins niveau BAC+5 dans un domaine en lien avec la présente enquête (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.);
- il ou elle doit justifier au moins sept (7) ans d'expériences dans la mise en œuvre de programmes/ projets de développement du secteur concerné et une expérience avérée dans les évaluations de projets avec des approches quantitatives et qualitatives ;
- avoir réalisé au moins 2 enquêtes similaires dans les cinq dernières années ;
- bonne maîtrise à l'écrit et à l'oral du français.

Un informaticien/gestionnaire des données pour les paramétrages des appareils de collecte, traitement analyse des données et la qualité des données.

- Il ou elle doit avoir un niveau Bac +5 minimum dans un des domaines suivants (informatique, statistiques, data science, etc.);
- au minimum trois (03) ans d'expérience dans les analyses de données ;
- avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires dans les trois dernières années.

Si le consultant principal a des expériences similaires, il pourrait prendre en même temps le rôle de informaticien/gestionnaire des données.

Un e superviseur euse

- niveau BAC+2 au moins dans un des domaines suivants (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.).
- il doit justifier au moins deux (02) ans d'expériences dans la conduite et supervision des enquêtes;
- avoir réalisé au moins deux (02) prestations similaires;

Si le/la consultant e principal e a des expériences similaires, il pourrait prendre en même temps le rôle du superviseur euse.

Jusqu'à six (6) agents enquêteurs :

- Les enquêteurs ne peuvent être recrutés qu'après la réunion de cadrage, ils ne seront donc pas concernés par l'évaluation. Cependant, ils doivent avoir un niveau minimum de BAC+2 dans une des disciplines liées à l'enquête (décentralisation, bonne gouvernance, développement local, sciences sociales, méthode de recherche qualitative et quantitative, etc.). Au moins 50% des agents enquêteurs doivent être des femmes – un taux plus élevé est souhaitable. Des agents enquêteurs doivent avoir une bonne maîtrise des langues locales. Ils doivent justifier au moins d'un (01) ans d'expériences dans les enquêtes ;
- Les six (06) enquêteurs seront repartis de la façon suivante : deux (02) Gao, deux (02) à Segou, deux (02) à Koulikoro. Il est prévu que les enquêteurs de Koulikoro prennent en charge les enquêtes à Bamako.
- Les enquêteurs de Gao devront être recrutés sur place à Gao afin de s'assurer de leur disponibilité ;
- .
-

VIII. Livrables de la prestation :

Un rapport technique de démarrage qui comprendra :

- une description détaillée de la méthodologie à utiliser y compris entre autres des outils de la collecte de données, une stratégie de garantir l'accès à toutes les personnes concernées par l'entretien, un concept de formation pour des enquêteurs, un concept de pré-tests, etc.
- le questionnaire et outil de collecte de données

Un rapport final de l'enquête qui fournira :

1. une description détaillée de la méthodologie utilisée pour mener l'enquête ;
2. une liste des interviewés par région précisant leur structure, fonction et la localité ;
3. une liste des interviewés par téléphone/à distance précisant leur structure, fonction et la localité ;
4. une analyse quantitative et qualitatives des données de l'enquête selon les besoins du PADRE III ;
5. des recommandations pour la suite de l'intervention ;
6. un tableau Excel avec les données brutes en annexe ;

IX. Obligations des parties

Obligations de la GIZ

Dans le cadre de la réalisation de la prestation, le PADRE III prendra les dispositions suivantes :

- mettre à la disposition du prestataire les ressources financières nécessaires selon les termes du contrat ;
- mettre à la disposition du prestataire toute la documentation disponible sur le PADRE III par rapport à l'axe 4 et toutes autres informations nécessaires à la bonne conduite de l'enquête ;
- informer tous les partenaires y compris les collectivités territoriales dans les différentes régions de la zone de l'enquête de la réalisation de l'enquête ;
- superviser la mise en œuvre de l'enquête, y compris les préparations (e.g. formation des enquêteurs, etc.)

La prestation est placée sous la supervision générale du PADRE III, plus précisément le responsable d'output 4 et le conseiller technique chargé du suivi-évaluation.

Obligations du prestataire

Le prestataire retenu assurera la coordination de l'enquête pour la réalisation de la mission.

Il devra être en contact permanent (faire le point de l'état d'exécution du travail) avec la responsable d'output 4 et le Conseiller technique suivi-évaluation du PADRE III, qui assurent la supervision de la réalisation de l'enquête.

Il devra être en contact avec le Conseiller du PADRE III auprès de la DGCT et des Conseillers régionaux de PADRE III pour bien coordonner la collecte des données.

Le prestataire est responsable de la sécurité de son personnel. A cet effet, pour les déplacements, il doit faire une analyse approfondie de la situation en matière de sécurité. Le prestataire est responsable de la sécurité du personnel impliqué. Pendant toute la durée de l'intervention, le prestataire doit conserver une indépendance totale dans ses analyses et fournir de manière régulière au PADRE III le niveau d'avancement de l'enquête.

X. Format de l'offre

La prestation sera réalisée par un prestataire, ayant son siège au Mali, et qui aura soumis une offre en conformité avec les TDR.

Sur la base des TDR, il est demandé au soumissionnaire de soumettre une offre technique dans laquelle il devra :

- présenter son interprétation des objectifs conformément aux TdR et réflexion critique sur les tâches à exécuter ;
- présenter sa structure et ses références professionnelles des cinq dernières années, ainsi que la logistique et les ressources disponibles pour l'exécution de l'enquête : son expérience générale et ses expériences spécifiques à la prestation ;
- spécifier la méthodologie et l'approche conceptuelle de mise en œuvre de la prestation.
- élaborer et présenter l'outil de collecte de données, ainsi que les procédures de gestion de qualité par rapport à la collecte et à l'analyse des données ;
- proposer un plan / calendrier / chronogramme d'intervention pour les différentes phases de la prestation et les activités principales prévues, y compris leur durée respective et leur interdépendance ;
- proposer une équipe qualifiée (les personnes proposées doivent disposer d'une formation adéquate et de l'expérience professionnelle pertinente aux tâches à remplir et conformément aux orientations des termes de référence) ;
- fournir une description détaillée des tâches à effectuer par chaque membre de l'équipe, de même que des informations détaillées sur les critères de sélection et l'expérience des personnes proposées à l'égard de leurs tâches.

Il est demandé de présenter tous les Curricula Vitae (CV) actuels (consultant principal, superviseurs, gestionnaire des données), accompagnés des copies des diplômes pertinents des personnes qui font partie de l'équipe proposée.

Les personnes présentées dans l'offre technique ne peuvent être remplacées sans approbation préalable du PADRE. Cette situation ne serait étudiée que si le soumissionnaire sélectionné propose une autre personne de qualification égale ou supérieure.

L'offre doit être soumise sous forme électronique en plus de la forme papier. Au minimum la méthodologie, la présentation de l'outil de collecte, le calendrier, les informations par rapport l'équipe proposée et leurs tâches doivent être soumise sous forme électronique.

Le budget prévu pour la réalisation de la prestation est à proposer par le soumissionnaire en tant qu'offre financière avec une spécification des lignes budgétaires. L'offre financière doit comporter :

- une lettre de soumission de la proposition financière ;
- le devis quantitatif et estimatif des activités.

Annexe A Les indicateurs concernés de la matrice des résultats du PADRE III

Output 4 : L'apprentissage en réseau pour le développement socio-économique local est renforcé dans le système à plusieurs niveaux.

Indicateur		Explication
Indicateur d'objectif de module 4	<p>Indicateur d'objectif de module 4 :</p> <p>70% des 90 participants (dont 20 femmes) aux groupes de travail spécialisés des autorités territoriales et des administrations décentralisées sur les thèmes de la bonne gouvernance ont confirmé sur la base de deux exemples concrets qu'ils ont pu utiliser les résultats des groupes de travail pour un exercice compétent de leurs rôles et tâches dans le domaine du développement socio-économique</p> <p>Valeur de base : 0 participants (pas de groupes de travail)</p> <p>Valeur cible : 70% des 90 participants, dont 20 femmes</p>	<p>Source de vérification : Enquêtes désagrégées fondées sur des lignes directrices auprès des participants aux groupes de travail sur les expériences d'apprentissage dans le cadre des groupes de travail et l'utilisation de ces résultats pour un exercice plus compétent de leurs rôles dans le domaine du développement socio-économique. Les exemples incluent, par exemple : l'organisation de la coopération et du dialogue avec le secteur privé, les femmes, les jeunes ou avec les organisations de la société civile en général, l'introduction de mécanismes de responsabilisation sensibles aux conflits, l'inclusion d'instruments pour une gestion financière transparente et conforme.</p> <p>Compréhension de l'indicateur : l'indicateur évalue, à l'aide d'exemples concrets, le degré d'amélioration d'exercice par les membres des groupes de travail de leurs rôles dans le domaine du développement socio-économique. Les membres des groupes de travail concernés sont les agents, cadres et élus des collectivités territoriales ainsi de l'administration déconcentrée. Même si l'indicateur demande 90 participants, l'enquête sera mis en œuvre auprès de 102 participants. Au terme de l'accompagnement, 72 personnes, doivent attester de 2 exemples qu'ils ont utilisé les résultats des groupes de travail pour un exercice compétent de leurs rôles et tâches dans le domaine du développement socio-économique</p>

Annexe B: Liste de Communes relevant pour la mission

Région	Cercle	Commune
Gao	Gao	Gounzoureye
		Soni Ali Ber
	Ansongo	Tessit
	Bourem	Taboye
Ségou	Ségou	Pelengana
	Baraoueli	Konobougou
	San	San
	Niono	Niono
Koulikoro	Kati	Ouélessebougou
	Koulikoro	Sirakorola
	Dioila	Wacoro
	Kolokani	Nossombougou